

Le logement

M. Ron Stewart (Simcoe-Sud): Monsieur l'Orateur, l'orateur qui m'a précédé a parlé à plusieurs reprises de servitude. Maintenant qu'il a fini de parler, je dirais qu'il est une servitude pour sa femme.

Le bill C-89 témoigne de l'attitude centralisatrice du gouvernement. Il s'arroge une part de plus en plus grande du produit national, il en donne une part de plus en plus étriquée aux provinces et aux municipalités. En matière de logement, cette attitude centralisatrice du gouvernement ne se remarque nulle part autant que dans sa décision de saquer le programme de contribution aux services communautaires. Il paraît que les crédits à ce programme seront épuisés ce mois-ci et que le programme prendra alors fin. Je pense que c'est une tragédie. A mon avis, ces économies de bouts de chandelles constituent un outrage au bon sens.

Le programme de contribution aux services communautaires génère environ 1 milliard et demi de travaux de construction chaque année et aide les municipalités à fournir les services essentiels et à rénover des quartiers. A mon sens, le gouvernement est là non pas pour s'immiscer dans les affaires de la libre entreprise ni pour acheter les sociétés pétrolières, mais pour aider les collectivités locales.

Le ministre des Travaux publics (M. Cosgrove), qui est chargé du logement, a demandé à la Chambre:

A quel point le gouvernement fédéral doit-il s'engager dans ce domaine? A quel point les pouvoirs provinciaux et municipaux doivent-ils s'engager? Faut-il que le gouvernement fédéral finance la construction de bâtiments municipaux? Il faut nous demander si cela a du sens à notre époque.

Il a dit ensuite:

Il faut nous demander s'il y a d'autres programmes dont le gouvernement a à s'occuper et qui ont une priorité plus élevée.

Je vois que le ministre est à la Chambre ce soir. Quels sont ces programmes qui ont une priorité plus élevée? Quels sont les programmes gouvernementaux qui vont relancer l'industrie du bâtiment en crise? Quels sont les programmes qui permettraient aux Canadiens d'acheter des maisons à des prix abordables, moyennant des taux d'intérêt abordables? Où sont les programmes prioritaires qui nous donneraient les logements, ne serait-ce que rudimentaires?

Le grand poète canadien Robert Service écrivait:

But the gnawing hunger of lonely men
for a home and all that it means;
For a fireside far from the cares that are,
four walls and a roof above;

C'est une chose que peu de gens peuvent espérer avoir aujourd'hui et sous le gouvernement actuel.

Où sont les programmes prioritaires qui aideraient à accroître le nombre de logements locatifs, qui est déjà nettement insuffisant? Le ministre se rend-il compte que dans certains centres urbains, le pourcentage de logements inoccupés est

bien inférieur à 1 p. 100? C'est le cas dans ma circonscription. Où sont les programmes prioritaires du ministre qui fourniraient des emplois aux Canadiens dans l'industrie du bâtiment et qui créeraient indirectement des emplois dans les secteurs de biens et de services et les usines de tout le Canada?

L'un de mes plus proches collaborateurs exerce son activité dans l'industrie du bâtiment dans ma circonscription. Il a fait de bonnes affaires et il est hautement respecté dans la localité, mais pour la première fois de son histoire, sa société a dû congédier des employés. Où sont ces programmes prioritaires qui empêcheraient l'industrie forestière et les scieries de fermer et de licencier leurs employés? Le député de la Colombie-Britannique qui a pris la parole plus tôt a parlé du problème.

La réponse à tout cela, c'est que ces programmes prioritaires n'existent tout simplement pas. Le gouvernement a accordé la priorité à la constitution et à une charte factice des droits, à l'imposition du système métrique, au bilinguisme et à la clôture. Voilà quelles sont ses priorités. Le gouvernement n'a pas de solutions à offrir et, d'ailleurs, je me demande même s'il comprend bien les problèmes.

Le ministre chargé du logement a insulté les Canadiens de tout le pays lorsqu'il a laissé entendre que les Canadiens ne pourraient peut-être jamais avoir les moyens de réaliser leur rêve d'être propriétaires d'une petite maison. Comment imaginer pareille chose dans notre pays? Le ministre a raison; l'attitude de laissez-faire adoptée par le gouvernement face à l'économie paralyse le Canada.

[Français]

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Comme il est 9 h 45 du soir, en conformité des dispositions de l'ordre du jeudi 25 février 1982, il est de mon devoir d'interrompre les délibérations et de mettre aux voix sur-le-champ toute question nécessaire pour disposer de la motion dont la Chambre est maintenant saisie.

[Traduction]

Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

M. l'Orateur adjoint: Que tous ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

M. l'Orateur adjoint: Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

M. l'Orateur adjoint: A mon avis, les oui l'emportent.

Et plus de cinq députés s'étant levés: